Regards sur des paysanneries de crise

Autour du malaise agricole, qui de tous les drames économiques du présent n'est sans doute pas le moins profond, une abondante littérature, de caractère surtout thérapeutique, s'est développée, durant ces dernières années. L'appréciation des remèdes tour à tour proposés n'est pas ici de notre ressort. Car leur choix, qui, chaque fois, ouvertement ou non, s'inspire d'une conception particulière du juste ou du profitable, appartient au domaine du jugement de valeur. Mais les faits invoqués, ne figurassent-ils qu'au titre d'arguments, demeurent, en principe, des faits, donc sujets à critique objective ; et les parti-pris eux-mêmes doivent être tenus pour les symptômes d'un état de société auquel l'observation historique, au sens large du mot, ne saurait rester indifférente. Parmi tous ces ouvrages, en voici trois que le hasard peut-être, plutôt qu'une sélection concertée, a rassemblés sur ma table : tous trois, d'ailleurs, par la faute de l'auteur du compte rendu, déjà relativement dépassés par les événements et qui, en conséquence, commencent à glisser au rôle de témoignages.

Ils sont très différents d'orientation, comme de valeur. M. Georges Duccorted, qui, agronome fribourgeois, a choisi ce titre significatif : *Servage ou indépendance du paysan suisse*[1], appartient à l'Association des « Greffons », dont le programme unit à la défense des intérêts ruraux celle des traditions chrétiennes. C'est aussi un remarquable analyste dont le livre, nourri et pénétrant, apportera un profit assuré à quiconque, fût-ce sous l'empire de tout autres préoccupations, s'est jamais efforcé de démonter le mécanisme d'une société paysanne. M. Marcel Braibant a demandé sa préface à M. Georges Monnet, qui fut « le ministre de l'Agriculture du Rassemblement Populaire »[2]. L'exposé simplifie parfois un peu trop, selon la pente naturelle à tout plaidoyer. Beaucoup de faits, cependant, bien vus et suggestifs. Enfin, sous l'étiquette de *Questions agricoles*[3], le Centre polytechnicien d'études économiques a publié diverses communications présentées à ses séances, avec la substance des discussions qui ont suivi. Aucune unité voulue de tendances, assurément ; mais il semble bien qu'au bout du compte, le tour de parole des doctrines socialement les plus conservatrices soit revenu avec une particulière fréquence. Certaines conférences sont fort instructives : telles, notamment, les excellentes pages de M. André Rouilly sur la comptabilité agricole. D'autres, malheureusement, m'ont paru moins attentives au concret. J'entends, avant tout, le plus proche et le plus directement observable. Car, dans les références qui ont pu être faites, occasionnellement, au passé, on était préparé, d'avance, à admettre une assez forte marge d'approximation. Quand, cependant, sous la plume de M. Henri Noilhan, « directeur de l'Institut des Hautes Etudes Agraires », je lis que « les produits fabriqués par l'agriculture ne sont pas [aujourd'hui] très différents de ce qu'ils étaient au temps de Virgile », je ne puis, je l'avoue, me défendre d'un peu d'effroi : l'erreur, dès lors qu'elle dépasse un certain calibre, jette le soupçon sur tout ce qui l'entoure.

Pris sous l'angle des études relatives à l'économie, en général, ce que ces divers ouvrages semblent apporter de plus utile est leur juste unani-

1. Fribourg, Edition de la Renaissance Rurale, 1935 ; in-12°, VIII-166 p.

2. *La tragédie paysanne*. Paris, Gallimard, 1937 ; XVI-207 p.

3. Paris, Edition du Centre Polytechnicien d'études économiques, 1937, in-8°, 266 p.

mité à souligner les caractères, en quelque sorte discordants, de l'agriculture, opposée aux autres activités économiques de notre temps. Intensifier la production, à l'exemple de l'industrie ? Beau programme, nous dit M. Duccorteil. Mais, alors que l'industrie peut réussir à créer de nouveaux besoins, générateurs d'une demande nouvelle — témoin, par exemple, la T. S. F., — l'agriculture, au contraire, du moins dans la mesure où elle travaille pour l'alimentation humaine, voit ses débouchés limités par la physiologie : davantage de pommes de terre signifie, à partir d'un certain degré, moins de pain. Mécanisation des opérations culturales ? Rien de mieux, en principe. Mais réfléchissons sur les chiffres établis par M. Rouilly. Dans sept exploitations de l'Ile de France, durée moyenne de l'emploi des rateaux-faneuses : sept jours par an ; des arracheuses de pommes de terre : deux jours. Quel industriel accepterait de laisser un tour inutilisé cinquante et une semaines sur cinquante-deux ? Dans un monde dominé par la recherche indéfinie des marchés et par la machine, il y a là la source d'une antinomie profonde. Par suite, d'un malaise d'adaptation.

Tous nos auteurs s'accordent également à mettre en lumière l'extrême gravité des problèmes du crédit, c'est-à-dire de l'attente. M. Ducorted, en particulier, montre excellemment comment, victime de « la crue toujours plus menaçante du fleuve lacté », le paysan suisse du Plateau qui, en spécialisant à l'excès ses exploitations, a contribué lui-même à déclencher cette surproduction, se trouve maintenant empêché de revenir à la culture du blé, dont son propre budget, comme celui du pays entier, pourrait cependant espérer de beaucoup plus sûrs profits. Car « il a besoin d'argent pour faire face à ses échéances, pour rétribuer sa main-d'œuvre domestique » ; et « ce revenu à la petite semaine », seule la vente du lait peut le lui procurer. Les produits d'un ensemencement en céréales exigeraient, au contraire, avant d'être réalisables, un beaucoup plus long délai. Cette hantise de l'immédiat, cette gêne devant tout retard dans le gain constituent d'ailleurs un phénomène probablement moins neuf que les observateurs du présent n'inclinent, d'ordinaire, à l'imaginer. Voyez le paysan français de l'Ancien Régime, contraint, pour payer le seigneur, le roi ou l'usurier, à jeter sa moisson sur le marché, à bas prix, dès l'automne ; voyez, plus généralement, l'immense crise d'endettement des temps modernes, devant laquelle, à travers toute l'Europe, tant de paysanneries succombèrent et dont les plus favorisées même ne devaient sortir que moyennant l'abandon d'une bonne part de leurs droits sur le sol. D'où l'on ne conclura point, tant s'en faut, que le drame actuel soit moins aigu, ni qu'il ne présente bien des traits nouveaux. Ici encore, il convient de noter un manque d'harmonie. Non, assurément, que l'agriculture soit la seule, dans notre monde moderne, à devoir escompter perpétuellement l'avenir. Les grandes entreprises commerciales ou industrielles y vivent, au premier chef, d'attente. Mais, pour faciliter celle-ci, elles ont su se créer des méthodes savantes, sur lesquelles tout le système repose. A la production paysanne, les procédés d'expectative, nés de tout autres besoins et d'une toute autre mentalité, ne se sont jamais qu'imparfaitement appliqués.

Rien de plus instructif, par ailleurs, qu'une lacune, commune à presque tous les ouvrages cités et à beaucoup d'autres, de sujet semblable. A peu près aucun effort n'a été senti pour atteindre, derrière l'évolution économique, les faits de structure sociale. Seul, servi par ses tendances mêmes, le livre de M. Braibant échappe, en partie, à cette critique. Encore l'analyse des classes y demeure-t-elle bien sommaire. Partout ailleurs,

« le paysan », « le cultivateur » figurent, majestueusement, au singulier. Comme si nos sociétés rurales étaient d'un seul bloc ! Comme si elles l'avaient jamais été ! Aussi bien qu'est, au juste, le paysan de M. Duccorted, par exemple ? Un petit ou moyen propriétaire, auquel on propose, comme un attrayant cadeau, l'établissement, pour ses salariés, d'un « livret ouvrier », fort propre, nous dit-on, à « stabiliser la main-d'œuvre ». Que tel doive être, en effet, le résultat probable d'une pareille mesure, les expériences du passé l'attestent avec éclat. Mais qu'en pensera « la main-d'œuvre », qui a bien quelques droits elle aussi au titre de « paysanne » ? Quant au « cultivateur » du Centre polytechnicien d'études économiques, il n'est même pas toujours, lui, un « paysan ». Ne nous le décrit-on point, par aventure, sous les couleurs d'un grand propriétaire bourgeois, occupé à édifier, pour ses journaliers, des maisons modèles ? C'est qu'en vérité, plus ou moins masqué sous ce vernis de considérations trop facilement moralisatrices qui est une des tares de la littérature « agraire », le concret prend forcément sa revanche. Gros fermier de la Beauce ou du Valois ; métayer du Limousin ; petit producteur des pays de polyculture ; manouvrier peinant sur les vastes exploitations des terres à blé ou à betteraves ; capitaliste urbain, en quête de placements fonciers générateurs d'un revenu modeste et sûr : autant de types humains — et j'en passe — qui n'ont, assurément, ni les mêmes intérêts, ni les mêmes possibilités mentales d'adaptation, ni la même conception du gain ; qui, devant un problème comme celui du prix du blé, réagiront nécessairement de façons différentes, ne serait-ce que parce qu'ils ne vendent pas — quand ils vendent — en même quantité ni au même moment et n'envisagent pas, pour la somme reçue, les mêmes emplois. Il ne s'agit point ici, on l'entend bien, de prendre parti. Simplement d'inviter à cette observation des réalités, en dehors de laquelle aucune action raisonnable, en quelque sens que ce soit, n'est possible. Un de nos objets, dans cette revue, a toujours été de rappeler qu'en matière de vie sociale comme en tout autre ordre de science ou d'activité, la connaissance et la technique doivent, sans cesse, s'appuyer l'une sur l'autre. Voilà une occasion de plus de mettre l'accent sur cette grande maxime.

MARC BLOCH

BUDGETS DE FAMILLE

Ce n'est pas seulement parce qu'en France les enquêtes par budgets de famille sur les revenus et dépenses dans divers milieux sociaux sont extrêmement rares que nous signalons celle-ci[1]. Mais l'auteur est un économiste très averti de ce que ce genre de recherches appelle de précautions et d'attention au détail précis, capable aussi de replacer ces données sur la consommation et le genre de vie dans l'ensemble des mouvements qui entraînent les prix de gros, de détail, les divers indices du coût de la vie, etc. L'enquête, organisée à Toulouse, a porté sur cent ménages, quarante

(1) HENRY DELPECH, *Recherches sur le niveau de vie et les habitudes de consommation (Toulouse, 1936-1938)*. Institut scientifique de recherches économiques et sociales (Mémoires et enquêtes). Préface de Louis Baudin. Paris, Sirey, 1938.